

## *Face à la pandémie planétaire : l'urgence de changer de modèle Penser le monde d'après*

### ***Attendus***

Nous savons que les pandémies risquent de se multiplier si nous ne changeons pas radicalement, et à une échelle planétaire, nos modes de développement et d'échanges, nos manières de vivre, nos relations au vivant humain et non humain. Nous devons saisir cette période comme une opportunité pour reposer la question du sens de nos vies, de nos activités, de notre rapport à l'autre et à notre environnement, d'autant que d'autres crises, énergétiques et alimentaires celles-ci, se profilent.. Comment faire de cette période un levier pour accélérer la transition écologique de nos sociétés et faire naître une nouvelle donne mondiale fondée sur la solidarité et la coopération ?

En tant que force politique face au gouvernement, nous ne serons pas les premiers opposants, nous voulons être les premiers proposant. Pour éviter un effondrement brutal, la pandémie en cours nous appelle à reconstruire les fondations du monde. Ni plus ni moins.

- **Changer de modèle pour mieux prévenir les crises sanitaires**

La perte et la fragmentation des habitats, la destruction de la biodiversité, la déforestation et la perturbation des forêts liées à l'exploitation forestière ou minière, l'impact des cultures parfois très controversées (maïs, soja brésilien, huile de palme...), ou encore la construction de routes dans des endroits reculés et à l'urbanisation croissante, rapprochent dangereusement les centres urbains des espèces sauvages avec lesquelles l'homme n'avait jusqu'ici pas ou peu cohabité. La raréfaction des milieux naturels intacts entraîne l'accroissement du risque de transfert des virus, dits zoonoses, les 3/4 des maladies infectieuses émergentes sont désormais d'origine animale. Mais ce qui change, et crée les conditions de leur explosion, c'est avec la perte de la biodiversité, l'industrialisation de l'agriculture et l'accélération à travers le monde du transport de marchandises et de personnes. L'élevage industriel, en plus de son impact sur la destruction des habitats naturels déjà mentionné, offre également, les conditions idéales pour l'apparition et la propagation d'épidémies dangereuses pour les animaux, dont les humains ("vache folle", gripes aviaires...).

Il est donc devenu vital de nous interroger sur notre modèle de développement, un modèle fondé sur la recherche du profit à court terme et la financiarisation de l'économie au mépris des conséquences environnementales et sociales, et sur l'exploitation de l'humain, de l'animal ou des ressources de la planète.

Pour EELV, force est de constater que notre société a fait preuve d'imprévoyance et n'a pas appliqué un principe central pour les écologistes : le principe de précaution. Les dépenses en santé publique ont baissé, la déforestation s'est démultipliée, l'investissement dans la coopération européenne en matière sanitaire n'a pas émergé tandis que le soutien à l'organisation mondiale de la santé a chuté.

Cette crise doit nous ouvrir les yeux : elle doit nous inviter à penser la solidarité aujourd'hui et la résilience demain. Cela passe par la relocalisation, par l'investissement massif dans les services publics, par des mesures radicales de lutte contre les inégalités et en faveur de la transition écologique. Il y a urgence à sortir de l'idéologie néolibérale (croissance, modèle extractiviste, critères de convergence...etc....).

## MOTION

- **L'urgence de changer de modèle**

Sans ambition politique forte, le modèle de sortie de crise favorisera le retour au “business as usual”, et l'intégralité des moyens financiers sera consacrée à sauver l'économie d'hier plutôt qu'à construire celle de demain. C'est pourquoi nous demandons d'abord à ce que soit réunie un Grenelle de sortie de crise réunissant les partenaires sociaux, les acteurs politiques et associatifs, pour tirer les leçons de la crise et dessiner collectivement les axes d'un plan de sortie de crise, qui ne soit pas un plan de relance, mais un plan de transition, qui prépare l'avenir.

Dans les communes, les entreprises, les écoles, les universités, les administrations,...partout il faudra également saisir l'occasion d'une réflexion partagée sur la période que nous aurons vécue. Lors des rentrées scolaires, prévoir un temps de retour ensemble, une période de transition, avec des partages d'expériences, des débats, de repérage des élèves à aider, voire des cellules de soutien psychologiques. Faire aussi le point sur le manque de moyens des structures d'accompagnement des femmes/enfants/LGBT victimes de violence. La crise a obligé à trouver des solutions d'hébergement au-delà de quelques jours : il faut développer ces solutions de moyen/long terme. Plus que jamais, former le personnel soignant, les gendarmeries et les commissariats à l'identification des situations de violences. Revoir la prise en charge de la dépendance et du grand âge, expérimenter de nouvelles formes de résidences, de solidarités, aller vers une dé-institutionnalisation des personnes, un retour chez soi pour ceux qui le souhaitent et qui le peuvent.

Quand cette pandémie sera derrière nous, il faudra faire le bilan de la coopération - et de l'absence de coopération - dont nous faisons preuve. La coopération européenne, la coopération internationale ne sont pas des jolis mots, ce sont des conditions déterminantes d'une société juste et résiliente.

- **Une nouvelle donne écologique : un autre rapport à la nature**

Quand cette pandémie sera derrière nous, il sera temps de construire un monde plus résilient, où la destruction des écosystèmes ne sera plus le terreau de développement potentiel d'épidémies dramatiques. Ce sera urgent et indispensable. Les gouvernements successifs n'ont pas su prendre les mesures de précaution pour faire face à cette crise sanitaire, nous ne pourrions accepter que cela se reproduise face à la crise écologique. Le monde d'après devra être celui qui se prépare à affronter le dérèglement climatique et l'effondrement de la biodiversité.

Plus nous perturberons les forêts et l'ensemble des habitats, et plus nous nous mettrons en danger. Tant que notre appétit de ressources sera insatiable, nos écosystèmes continueront de s'épuiser et le danger grandira. La sobriété devient une priorité. Economiser, réparer, recycler, doivent être les maîtres mots du monde de demain. Moins nous coopérerons avec les Pays du Sud dans la transition écologique et climatique, pour relever ce défi d'une résilience planétaire, plus nous créerons les conditions non seulement de l'instabilité climatique, mais aussi de pandémies mondiales.

Nous devons de toute urgence protéger les écosystèmes, notamment, mais pas seulement, dans les territoires ultramarins : nous avons besoin de reconnaître les droits de la nature, nous devons décoloniser le monde, nous restreindre, nous retirer.

L'unique sortie de crise viable sur le long terme, comme à court terme, se fera à travers une solidarité et une coopération mondiale renouvelées, à travers l'engagement des Etats sur l'ensemble des composantes de la biodiversité et non pas sur des pourcentages limitatifs - 30% - comme ce fut le cas lors de la COP, ainsi que l'octroi d'un statut légal et de mécanismes de défense pour les communs mondiaux, en premier lieu desquels les grandes forêts du monde.



**1 - Au niveau national, nous demandons l'application stricte du zéro artificialisation nette, l'uniformisation et le renforcement législatif des cadres des parcs naturels et de l'ensemble des mesures de protection de la biodiversité sans dérogation possible.**

**2 - Et au niveau européen et international, la reconnaissance immédiate d'un statut pour les communs naturels mondiaux.**

Protéger la biodiversité, cela commence par faire évoluer notre modèle agro-alimentaire, trop carné, trop calorique, qui ne remet pas en cause l'usage des pesticides. La PAC – dont le report de 2 ans doit constituer une opportunité - doit être fléchée vers un élevage soutenable, rigoureusement tourné vers la santé humaine et animale dans l'Union Européenne – ce qui suppose de supprimer tout financement de l'élevage à l'exportation hors de l'UE. Au même titre, doit être supprimé dans l'ensemble des traités de libre échange, tout accord relatif au commerce animal et aux denrées alimentaires destinées à la consommation animale – ces dernières contribuant directement à la déforestation, et donc à la transmission des zoonoses. Les produits issus du commerce équitable, par contre, sont issus de pratiques vertueuses et doivent donc être favorisés, par une TVA réduite.

La mise à l'arrêt de l'économie a, de manière abrupte, stoppé net la demande d'énergie. Nous devons réunir les conditions pour reprendre la trajectoire d'augmentation de la taxe Carbone, la compétitivité des EnR étant temporairement dégradée face à des sources d'énergie fossile devenues peu chères. Comme nous le proposons déjà en 2013, le produit de cette contribution Climat Energie devra être intégralement rendu aux ménages sous forme d'allocation forfaitaire énergie pour les plus modestes et de chèque transition écologique pour tous.

Tout ceci, sans oublier les territoires, chargés de piloter la transition écologique, mais sommés de le faire sans moyens spécifiques, sans augmentation - même transitoire - des dépenses.

Il est urgent de donner enfin suite à la demande des collectivités d'une dotation de 10 euros par habitant et par an dédiés exclusivement à la transition écologique, chaque année, versés à chaque EPCI. Et de s'engager, à leurs côtés, pour réunir l'ensemble des moyens nécessaires à la transition écologique et à l'atteinte des objectifs climatiques européens.

Nous ne sommes pas, en cette période, à un paradoxe près : en Chine déjà, et peut être demain en Italie, voire en France, le COVID19 aura permis de réduire la mortalité liée à la pollution de l'air pendant la période de confinement, grâce à des réductions visibles de certains polluants - tout en exposant davantage celles et ceux dont la bonne santé était déjà compromise par une pollution de l'air depuis longtemps subie par des organismes éprouvés. Là encore, les inégalités sociales pèsent : les plus exposés sont ceux qui vivent à proximité d'axes routiers, dans des tours, des barres, des logements exigus, parfois malsains voire insalubres.

S'il n'est pas démontré que les particules fines véhiculent un virus qui aurait gardé une capacité de contamination, la fragilité des voies respiratoires résultant de la pollution de l'air joue certainement un rôle dans la morbidité de l'épidémie. C'est un facteur supplémentaire qui doit décider les pouvoirs publics à enfin faire usage du principe de précaution, dont nous ne pouvons jusqu'ici que regretter qu'il ne soit pas appliqué en dépit des 67 000 décès annuels prématurés. Chauffage, transports, industrie mais aussi agriculture : dès maintenant, l'Etat est comptable des surplus d'émissions agricoles ayant déclenché des pics de pollution, malgré le confinement, dans plusieurs régions françaises. Il doit donc prendre ses responsabilités pour enfin réglementer les pratiques, et surtout, soutenir pleinement la transition agro-écologique du modèle agricole français .

Enfin, alors que la grande majorité des cas de COVID19 viennent de grandes aires urbaines - qu'il s'agisse de son point de départ, Wuhan, ou des régions françaises les plus touchées - nous ne pouvons donc maintenir tels quels nos modèles d'aménagement du territoire, cette véritable course à la



métropolisation, à la concentration d'activités et d'habitants : c'est donc à l'Etat d'organiser, de réglementer la solidarité interterritoriale, en faveur des villes moyennes et des campagnes.

Nous souhaitons enfin la mise en œuvre d'une véritable politique de sensibilisation et de formation des populations aux risques majeurs. Nous devons tirer les leçons de la pandémie, et mettre sur pied un véritable plan de prévention des risques majeurs au niveau national, européen, sur les menaces, toutes réelles, telles que les séismes, les pandémies, le dérèglement climatique, les inondations, les incidents nucléaires civils et militaires...

L'OTAN devra transférer sa composante - Euro-Atlantic Disaster Response Coordination Centre (EADRCC), avec ses moyens logistiques et humains auprès de l'Europe qui devra mettre en place un plan de prévention des risques majeurs.

**3 – Nous appelons à l'extinction des subventions et exonérations fiscales des modes de transports non durables, en particulier les remboursements de TICPE pour le transport routier de marchandises et l'exonération du kérosène sur les vols intérieurs, ainsi que la révision de la convention de Chicago sur le transport aérien international**

**4 - Nous demandons la reprise de la trajectoire d'augmentation de la Contribution Climat Energie pour éviter un recours accru aux énergies fossiles du fait de stocks particulièrement abondants et accélérer le développement des EnR**

**5 - Nous appelons à un grand plan de transition vers une mobilité durable : soutien au télétravail, réseaux de transports collectifs, relance des réseaux ferroviaires secondaires, circuit courts de production et de distribution.**

L'arrêt des grands projets inutiles et imposés est un préalable à ce plan de mobilité durable, et la garantie de son financement (par exemple l'aberrant Lyon-Turin et son coût de 26 milliards d'€).

- **Une nouvelle donne sociale**

La crise économique liée à la crise sanitaire va fragiliser plus encore les plus vulnérables. La solidarité qui s'est exprimée individuellement pendant la crise sanitaire, doit s'exprimer collectivement après celle-ci.

En particulier, la deuxième partie de la réforme de l'Assurance-Chômage qui a été suspendue pendant la crise, tant la dureté de ses critères allait paupériser les demandeurs d'emploi, doit être définitivement abandonnée. La réforme des retraites doit l'être tout autant. Le monde d'après doit avoir une boussole : la réduction des inégalités.

Cette crise a également mis en exergue, alors que se profile une augmentation insoutenable du chômage, la nécessité de travailler à la mise en place d'un revenu d'existence dont le mécanisme devra assurer à chacune et chacun une sécurité financière tout en maintenant notre capacité collective à financer nos services publics et le caractère redistributif et progressif de l'impôt.

Cette sortie de crise va fragiliser les moins aisés, et va demander un effort qui doit être partagé et équitable. Si le système n'est pas assez redistributif, nous nous engageons vers une période de violence et de chaos. Le rétablissement de l'Impôt de Solidarité sur la Fortune et de la barémisation des revenus du capital sont les préalables d'une réforme fiscale qui devra être partagée. La progressivité de l'impôt sur le revenu devra être renforcée.

L'une des priorités de la sortie de crise, doit être à l'investissement dans nos services publics et en particulier les services de santé, dont la fragilité avait été soulignée dès avant la crise, par tous les personnels de santé. Ce plan d'investissement passe nécessairement par une revalorisation des



rémunérations des personnels, dont le niveau insuffisant crée aujourd'hui des sous-effectifs qui fragilisent le bon fonctionnement de l'hôpital et dégradent les conditions de travail des personnels. Nous devons en parallèle relocaliser, à l'échelle de l'Europe ou à l'échelle nationale, la production des médicaments et du matériel sanitaire dont dépend le bon fonctionnement de nos hôpitaux.

L'une des sources de financement peut être la réorientation des dépenses consacrées aux armes nucléaires vers les besoins sociaux. Selon les calculs d'ICAN International, pour la France, les presque 4,7 milliards d'euros consacrés à l'armement nucléaire auraient pu permettre de financer 100.000 lits, 10.000 respirateurs, 20.000 infirmières et 10.000 médecins. Une politique de conversion des industries d'armement pourra être mise en œuvre pour les réorienter vers des productions d'utilité sociale, santé (ex : respirateurs, masques, etc.).

**6 - Compte tenu de la crise sociale que notre société va devoir affronter à la suite de cette crise sanitaire, nous demandons le retrait définitif de la 2ème phase de la réforme de l'Assurance Chômage et de la réforme des retraites.**

**7 - Nous appelons à un renforcement immédiat de l'hôpital public et à des mesures structurelles visant à en assurer un financement pérenne. Nous demandons que la protection de la santé de toutes et tous soit, après la crise, une priorité de nos politiques publiques.**

- **Une nouvelle donne économique : Green New Deal et relocalisation**

Dès maintenant, il convient d'exclure des mesures de soutien économique post COVID19 l'ensemble des entreprises qui contribuent à créer les conditions propices à de telles épidémies, soit toute entreprise dont le modèle s'appuie sur toute forme de prédation de terres et de ressources : l'industrie minière et pétrochimique dans son ensemble, et l'ensemble des cultures décentralisées dans les pays du sud. Cette crise doit aussi être l'occasion d'une réorientation de l'économie. Les mesures de soutien aux différents secteurs doivent accompagner une réduction de l'empreinte écologique de notre économie, elles doivent en particulier préparer l'avenir des secteurs néfastes à l'environnement par des mesures de redéploiement au profit d'activités durables, et de formation des salariés de ces filières.

La crise sanitaire a mis en lumière la nécessité de modifier nos habitudes de consommation vers une nécessaire sobriété. Osons une économie résiliente, en rupture qui brise avec les excès de la circulation de marchandises et des personnes, et qui permet par son socle de services publics de faire face aux besoins essentiels de la population.

Pour construire cette économie résiliente, des marges de manoeuvre budgétaires doivent être dégagées. La modification de la règle budgétaire européenne, permettant de déroger à la limite des 3% de PIB pour les dépenses liées directement ou indirectement à la crise sanitaire, doit être maintenue et étendue en sortie de crise à toutes les dépenses liées à la transition écologique et permettant de répondre à une crise non moins grave et non moins urgente : la crise climatique. La transition écologique exige de mettre en œuvre et d'établir un plan de reconstruction préparant l'économie de demain, affranchi des règles budgétaires et comptables.

Dans ce cadre, la question du gel ou de l'annulation des dettes des états doit également être posée, notamment la part de dette publique détenue par la Banque Centrale Européenne (pour la France, cela représente 370 milliards d'euros). Car l'explosion de la dette publique va constituer une contrainte qui ne permettra pas de plan de réorientation de l'économie.

**8 - Nous demandons une refonte des règles budgétaires et fiscales européennes.**

La violence avec laquelle la crise a frappé certains Etats européens plus que d'autres, et la dramatique difficulté qu'ont les dirigeants européens à s'accorder sur des mesures de solidarité démontre au moins deux faits: le terrible impact des politiques d'austérité imposées après la crise financière de 2008



et qui ont amené à un sous-investissement dans les services publics et notamment de santé et l'incapacité structurelle de l'UE à financer collectivement les mesures de solidarité indispensables. Pour y remédier, nous demandons la modification de la règle budgétaire limitant à 3 % du PIB le déficit public des Etats européens, l'exclusion des investissements dans la transition écologique de ce calcul et la prise en compte d'objectifs sociaux et environnementaux dans l'évaluation des budgets nationaux. Le Pacte de stabilité serait ainsi remplacé par un Traité environnemental et social garantissant notamment le respect du droit à la santé et un environnement zéro toxique, modifiant les indicateurs de convergence pour tenir compte des limites planétaires et des enjeux climatiques

Nous voulons également supprimer la limite imposée par une décision des Etats européens au budget européen. Le montant du budget et son affectation doit être le résultat de choix politiques et non de règles comptables qui ont montré leur terrible limite : l'incapacité de l'UE à financer des instruments de solidarité.

Dans le même temps, nous devons mettre fin à l'unanimité en matière budgétaire et fiscale qui donne un droit de veto à des Etats refusant d'organiser la solidarité au niveau européen.

## **9 - Nous demandons l'annulation de la dette publique détenue par la Banque Centrale Européenne.**

- **Une économie relocalisée**

La pandémie rebat complètement les cartes de la globalisation et des stratégies des multinationales. La question de la relocalisation de l'économie doit être l'un des axes structurants de cette nouvelle organisation de nos activités économiques, notamment par l'ajustement carbone aux frontières de l'Europe. Il s'agit d'interroger le contenu de la production, les outils et concepts clés du management, les modes d'organisation des entreprises et de la prise de décision, la qualité des emplois ainsi que les impacts des activités sur le climat ou sur l'habitabilité de la planète. C'est le moment de favoriser, puis d'instaurer l'économie circulaire par des mesures d'encouragement et un cadre législatif clair.

Le dogme de l'accroissement infini des échanges a vécu et les accords de commerce doivent à minima être soumis à conditionnalités écologiques et sociales. Enfin les critères autorisés dans le cadre des marchés publics doivent également être revus pour permettre de favoriser les approvisionnements locaux.

Pour une souveraineté alimentaire repensée à l'échelle des territoires, facteur de résilience environnementale, sanitaire et sociale, EELV demande la généralisation des Plans Alimentaires Territoriaux à l'échelle des collectivités locales, la création de ceintures vertes agrobiologiques autour de chaque agglomération : lieux de production de notre alimentation (maraîchage biologique, petits élevages...), lieu de biodiversité sauvage et de biodiversité « cultivée », poumon vert pour les habitant.es...

A l'échelle européenne, renouons avec les objectifs de souveraineté alimentaire du traité de Rome, au travers d'une « PAAC », qui défende le soutien des outils de transformation collectifs de produits alimentaires à dimension humaine et de proximité, de l'abattoir multi-espèce à la légumerie, le bannissement du soutien à l'export pour se remettre au service des territoires et des citoyen.ne.s par la mise en place d'une redevance des aides PAC dès lors que les produits agricoles sortent du territoire européen.

Les monnaies locales ont prouvé leur efficacité pour dynamiser les économies locales. L'institutionnalisation de telles monnaies sera un excellent outil pour la relocalisation des économies.



**10 – Europe Ecologie Les Verts appelle à la généralisation des Plans Alimentaires Territoriaux.**

**11 – EELV demande la mise en place de l’ajustement Carbone aux frontières de l’Europe.**

**12 – EELV appelle à une révision de la PAAC au service d’une alimentation durable et locale.**

**13 – EELV demande la révision des règles européennes de marchés publics pour y introduire des critères locaux et équitables.**

- **Une nouvelle donne internationale**

De la même façon, la crise doit nous interroger sur notre coopération internationale. Pour reconstruire au niveau mondial des sociétés résilientes et justes, le droit international doit trouver une place centrale, pour limiter les ravages de la mondialisation et protéger les communs. L’après 1945 avait donné une place aux institutions onusiennes pour maintenir la paix, l’après Covid doit être le sursaut qui permet à la communauté internationale d’agir pour la résilience. C’est pourquoi la communauté internationale doit accélérer sa mobilisation en vue de l’attente des objectifs de développement durable, en particulier celui consacré à la santé qui vise l’atteinte de la couverture santé universelle d’ici 2030. Il faut pour cela contribuer par une forte augmentation de notre aide au développement à l’atteinte des Objectifs de développement durable, réussir la prochaine conférence des parties (COP) sur la biodiversité et réunir les États autour d’engagements à la hauteur à la COP 26. Il est nécessaire de renégocier les accords adoptés dans le cadre de l’organisation mondiale du commerce (OMC), dans la mesure où ils ne favorisent que le libre-échange sans considérations sociales et environnementales contraignantes. L’Union Européenne doit supprimer les APE qui détruisent les économies des Suds et donc leur environnement. Nous devons nous engager résolument pour le respect des conventions de l’organisation internationale du travail (OIT) et pour l’adoption d’un traité international sur la responsabilité juridique des multinationales en matière de respect des droits humains en négociation à l’ONU

- **Une nouvelle donne démocratique**

Cette crise est l’occasion de mesurer à quel point la satisfaction des droits sociaux dont le droit à la santé ne sauraient être une option dans une société qui se veut démocratique : ne pas avoir accès à une offre de soin de qualité affecte directement notre liberté. Non seulement la liberté de celui ou celle qui en est privé-e, mais également celle de tou-te-s les autres, exposé-e-s dès lors au risque de contamination.

La Convention d’Aarhus de 1998 a déjà introduit dans le droit international des instruments universels pour la démocratie environnementale. Nous devons nous appuyer sur les notions adoptées qui favorisent notamment une participation plus accrues du public à la prise de décisions en ce qui concerne notre environnement. Il est impératif qu’au-delà d’une transmission de l’information de manière transparente, le public soit associé aux prises de décisions pour la construction du futur de nos sociétés.

La construction de l’après crise doit instaurer de nouvelles méthodes de gouvernance, dans lesquels les corps intermédiaires (associations et syndicats) doivent retrouver leur place, ainsi que des moyens d’interpellations des responsables politiques et de participer à la prise de décision pour la population. Comment (re)mettre les citoyen-ne-s au coeur de la prise de décision publique ? Si nous entendons que le choc que nous sommes en train de vivre est déterminant dans notre histoire commune, il faut se mettre à l’écoute de la population pour enfin définir notre nouveau pacte démocratique.

La Charte de l’environnement en France en 2005 était l’aboutissement d’un long travail de co-élaboration entre la société civile et les institutions qui avaient permis d’intégrer l’environnement à notre



Constitution. L'après crise du coronavirus doit être l'occasion de faire travailler à nouveau citoyen·ne·s, chercheur·se·s, politiques, pour établir de nouveaux outils de gouvernance.

La défiance de la population est immense et la coercition ne saurait être la seule solution pour répondre efficacement aux situations de crise, faute d'adhésion de la population aux mesures de gestion de crise. Nous devons aller vers une démocratisation de la représentation telle que nous la connaissons.

Les différentes formes de consultations institutionnelles, sous forme de petits ou grands débats au service des institutions, ne sont plus suffisantes. Il faut penser à construire des espaces de démocratie participative où chacun·e peut donner un avis qui est pris en compte. Les exemples sur tout le territoire comme les initiatives municipales de Saillans ou de Langouet et à l'échelle nationale avec la Convention citoyenne sur le climat où 150 citoyen·ne·s tiré·e·s au sort arrivent à évoluer en technicité pour aboutir à un projet de loi sur les réponses à apporter pour répondre à une part de l'urgence climatique. La participation de publics citoyens dans l'élaboration de propositions a aussi fait ces preuves en Irlande ou en Colombie Britannique et, si les premiers exemples restent sporadiques, ils démontrent que la construction d'un nouveau modèle démocratique est possible.

**14 - Nous appelons à l'organisation d'un Grenelle de sortie de crise, réunissant partenaires sociaux, citoyen·ne·s, acteurs politiques et associatifs à l'issue de la crise.**

**15 - Nous appelons à un renforcement de la démocratie et de la participation des citoyen.nes dans les modes de gouvernance depuis l'échelon municipal jusqu'à l'échelon national et européen.**

Répondre à la crise et aux crises nécessite, impose donc, un socle écologique fort, cohérent et exigeant. Les écologistes s'engagent à poursuivre les travaux et les réflexions pour imaginer, penser, pour chaque secteur et avec toutes et tous, le monde de l'après Covid19.

**Pour : 105 ; blancs : 6, contre : 1**